

RENAUDEAU RENOU & ASSOCIES

Commissaires aux Comptes

Associés

- David Galaup
- Marc Claverie

Association CENTRE DE LOISIRS D'AYTRE

Parc Jean Macé

17440 AYTRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION CENTRE DE LOISIRS D'AYTRE – Société Laïque d'Education Populaire
SIEGE SOCIAL : Parc Jean Macé – 17440 AYTRE

À l'Assemblée Générale de l'association CENTRE DE LOISIRS D'AYTRE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE LOISIRS D'AYTRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le paragraphe de l'annexe intitulé « Règles et méthodes comptables » explique que l'activité de l'association est notamment régie par les termes d'une convention de délégation de service public signée avec la Mairie d'Aytré. Nous nous sommes notamment assurés de la correcte retranscription des termes de cette convention en comptabilité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son

exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A La Rochelle, le 2 mai 2024.

RENAUDEAU RENOU & ASSOCIES
Commissaires aux Comptes


David GALAUP

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 868	2 868		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	39 000	35 890	3 109	4 653
	Autres immobilisations corporelles	114 256	95 796	18 460	10 590
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)		156 124	134 555	21 569	15 244
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	5 754		5 754	7 038
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	40 366	44 971	(4 605)	31 213
	Autres créances	158 256		158 256	89 315
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	765 757		765 757	894 458
	Charges constatées d'avance	1 662		1 662	1 644
	TOTAL (II)	971 794	44 971	926 823	1 023 668
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 127 918	179 526	948 393	1 038 912

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

Produits nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

Produits nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle





Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	175 003	166 1
	Report à nouveau	303 541	303 5
	Résultat de l'exercice	(37 277)	8 8
	Total des fonds propres	441 267	478 5
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Provisions	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	441 267	478 54
Provisions	Provisions pour risques	52 626	36 24
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	52 626	36 24
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	181 307	206 47
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	181 307	206 47
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		524
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 584	17 353
	Dettes fiscales et sociales	146 996	117 310
	DETTES DIVERSES		
ENGAGEMENTS DONNES	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	71 544	163 148
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	24 069	19 315
	Total des dettes	273 192	317 649
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	948 393	1 038 912
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(37 277,24)	8 844,12
	(1) Dont à moins d'un an	273 192	317 649
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	ENGAGEMENTS DONNES		



Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	6 469	5 877
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	627 617	538 604
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	491 361	477 230
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	600	600
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	40 523	55 389
	Utilisations des fonds dédiés	25 164	21 956
	Autres produits	512	103
Total des produits d'exploitation		1 192 246	1 099 759
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	22 402	19 302
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	235 390	220 558
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	32 990	36 226
	Salaires et traitements	666 821	560 887
	Charges sociales	206 868	174 399
	Dotation aux amortissements et dépréciations	50 970	8 451
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		38 387
	Autres charges	240	8 551
Total des charges d'exploitation		1 215 681	1 066 761
RESULTAT D'EXPLOITATION		(23 435)	32 998





Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(23 435)	
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	3 134	
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		3 134	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		3 134	
RESULTAT COURANT avant impôts		(20 301)	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 064	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	1 064	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 662	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	16 378	
	Total des charges exceptionnelles	18 040	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(16 976)	
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 196 443	1 108 67
TOTAL DES CHARGES		1 233 720	1 099 83
EXCEDENT ou DEFICIT		(37 277)	8 84
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			





Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **948 393 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 196 443 euros** et un total **charges de 1 233 720 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -37 277 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 à jour des différents règlements complémentaires (notamment n°2020-08) à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Missions et moyens mis en oeuvre par l'association

- L'objet social de l'association SLEP :

L'association S.L.E.P a pour but de soutenir l'école laïque, d'en compléter les apports par l'organisation d'activités culturelles, sportives, scientifiques, ludiques.

Ces actions sont destinées prioritairement à l'enfance et de la jeunesse et prendront en compte les familles et les adultes dans un souci d'éducation globale.

- Nature et périmètre des activités :

Le champ d'intervention de l'association s'articule autour des secteurs de l'enfance et de la jeunesse.

- Description des moyens mis en oeuvre :

Dans le cadre de son objet social, la S.L.E.P a mis en place des moyens pour réaliser ses objectifs :

- l'établissement d'un projet social
- l'existence d'un règlement intérieur
- l'implication des salariés avec près de 20 animateurs
- la mise en place d'un recrutement
- les activités proposées : activités sportives, ludiques, créatives...
- l'organisation de sorties extérieures lorsque les conditions sanitaires le permettent
- le recours à des intervenants extérieurs
- la sollicitation de subventions finalisées pour mener à bien des projets répondant à l'objet social
- les échanges réguliers avec les partenaires financeurs.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du code du commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2018-03 relatif au plan comptable général.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts





Règles et Méthodes Comptables

rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations techniques :	3 à 5 ans
* Matériel et outillages :	3 à 5 ans
* Installations générales, agencements et aménagements divers :	3 à 10 ans
* Matériel de transport :	3 à 5 ans
* Matériel de bureau :	3 à 5 ans
* Matériel informatique :	3 ans
* Mobilier :	3 à 5 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre de la valeur.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Le montant des engagements pris en matière d'indemnités de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 147 676 € contre 131 298 € en 2022. Le montant des engagements qui ont fait l'objet d'une provision est de 16 378 € (pour rappel versement de 95 050 auprès de générali en 2021, contrat "philosophia départ" n° 2182100015).

L'indemnité de départ à la retraite concerne l'ensemble du personnel présent, en CDI au 31/12/2023.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière,
- les droits cumulés en fin de carrière : méthode rétrospective sur l'ancienneté,
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective,
- le départ à l'initiative du salarié,
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans,
- le taux de rotation du personnel : 1%,
- le taux d'augmentation des salaires de 1%,
- le taux d'actualisation retenu : 3,45%
- le taux moyen de charges sociales : 40% pour les employés et 47% pour les cadres

Concernant le départ à la retraite de M Bouchet, les provisions IFC et le placement de 95050 € couvrent amplement le montant calculé de 85 382.11€.

De plus un compte épargne temps a été mis en place pour M Bouchet et Mme Renaud, cadres, qui s'élève à 34 282.91 se décomposant comme suit :

2017 à 2019 10092.11

2020 à 2023 : 24 190.80

Ces montants ont été provisionnés en charges de personnel.





Règles et Méthodes Comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques :

Le contrat de délégation de service public (DSP) de 7 années conclu au 1er janvier 2020 a été cassé par la nouvelle municipalité en 2021. Un nouveau dossier a été déposé par la S.L.E.P en mars 2021, selon le cahier des charges, pour un contrat DSP de 3 années allant du 1er septembre 2021 au 31 août 2024.

Conformément aux accords, 25% du bénéfice DSP qui s'élève à 14900 € sera reversé à la Mairie d'Aytré, ce reversement d'un montant de € a été provisionné dans les comptes 2022 de plus 50% du bénéfice DSP de 2022 soit 29 900,30 ont été affectés à des investissements en matériel ou mobilier sous forme de fonds dédiés et repris cette année. Sur les 23610 € restant à recevoir sur 2022, la moitié soit 11805 € a été versée.
ont été reçus.

Subventions reçues

La S.L.E.P a reçu une subvention DSP de la mairie de 373 065 € pour 2023 elle a été entièrement versée. En raison de l'augmentation du nombre de journée par enfant (19489) supplémentaires un solde a été versé en tenant compte de la limite de 17 500 journées par enfant soit $22.61 \times 500 \text{ journée} = 11\,305 \text{ €}$. Ainsi un total de 384 870 € a été versé en subvention DSP pour 2023, cependant un solde de produit à recevoir de $1989 \text{ j} \times 22.61 = 44\,971.29$ a été provisionné et déprécié en raison du risque de non règlement par la ville d'Aytré.

La S.L.E.P a également reçu 30 220 € pour la ludothèque, les formations animateurs et les autres actions (ateliers artistiques et camps).

La S.L.E.P a également reçu 24 300€ de subvention de fonctionnement de la CAF et 118 357€ de PS bonus territoire CAF par convention avec la CAF.





Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	2 868					
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 868					
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	44 843		11 522		17 365	
	Instal., agencement, aménagement divers	11 846		751		751	
	Matériel de transport	42 994		349		349	
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	53 295		34 239		28 118	
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		152 977		46 862		46 583	153
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		155 845		46 862		46 583	156 127





Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	2 868			2 868
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 868			2 868
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	40 189	8 732	13 031	35 890
	Autres instal., agencement, aménagement divers	9 872	1 326	751	10 447
	Matériel de transport	42 994	349	349	42 994
	Matériel de bureau, mobilier	44 678	24 926	27 249	42 356
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	137 733	35 333	41 380	131 687	
TOTAL		140 601	35 333	41 380	134 555





Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	36 248	16 378		52 626
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		36 248	16 378		52 626
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients		44 971		44 971
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		44 971		44 971
TOTAL GENERAL		36 248	61 349		97 597
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			44 971 16 378		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					





Créances et Dettes

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	40 366	40 366	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	59 760	59 760	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	98 496	98 496	
Charges constatées d'avance	1 662	1 662	
TOTAL DES CREANCES	200 284	200 284	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	30 584	30 584		
Personnel et comptes rattachés	78 742	78 742		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	63 385	63 385		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 868	4 868		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	71 544	71 544		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	24 069	24 069		
TOTAL DES DETTES	273 192	273 192		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				





Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	166 159	8 844		175 003
Report à nouveau	303 541			303 541
Résultat de l'exercice	8 844		14 341	(5 497)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	478 545	8 844	14 341	473 048





Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves Réserves pour projet de l'entité	166 159	8 844			175 003
Autres réserves					
Report à nouveau	303 541				303 541
Résultat ss ctrl tiers fi. Ran ss ctrl tiers fi.					
Excédent ou déficit de l'exercice	8 844	(8 844)		37 277	(37 277)
Situation nette	478 545			37 277	441 267
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	478 545			37 277	441 267





Produits à recevoir (détail) au 31/12/2023

Libellé	Montant
subventions à recevoir	59 76
autres produits à recevoir	97 62
Totalisation	157 38





Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	157 387	89 315	68 072	76,21
TOTAL	157 387	89 315	68 072	76,21





Charges constatées d'avance (détail) au 31/12/2023

Détail des charges constatées d'avance	Période		Exploitation	Financières	Exceptionnelles
	début	fin			
CCA			1 662		
Totalisation			1 662		





Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	1 662	1 644	18	1,10
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	1 662	1 644	18	1,10





Charges à payer (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 823	11 431	2 391	20,92
Dettes fiscales et sociales	97 970	80 207	17 763	22,15
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	46 552	141 278	(94 726)	-67,05
TOTAL	158 344	232 916	(74 571)	-32,02





Charges à payer (détail) au 31/12/2023

Libellé	Montant
FNP cantine 12/2023	2 596
FNP honoraires 2023	6 347
FNP CAC 2023	4 644
FNP ben et Antoire 12/23	236
Provision CP	44 389
Provision CS s/ CP	15 053
CAP	46 220
remb ASP	332
Uniformation à payer	4 245
provision CET	34 283
Totalisation	158 344





Engagements financiers

31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés IFC dette actuarielle de 131 298 € dont 95 050 versés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)		
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		





Variation des Fonds Dédiés

Fds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
		Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense a cours des deux derniers exercic
Subventions d'exploitation						
charges d'agrandissement	36 040				36 040	
projet carrelet	80 500				80 500	
Cf.état Fonds dédiés	14 000				14 000	
architecte	4 914	4 914				
cirque						
la matière	9 500	9 500				
projets slep	10 000	3 000			7 000	
plan formation	15 500	7 750			7 750	
arfeb devis + 90 ans slep + 50 % DSP	36 017				36 017	
Contributions financières d'autres org.						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	206 471	25 164			181 307	





Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%
Audit							
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés							
Emetteur renaudeau renou et associes	4 644	4 644	100,00	100,00			
Filiales intégrées globalement							
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes							
Emetteur renaudeau renou et associes							
Filiales intégrées globalement							
Sous-total	4 644	4 644	100,00	100,00			
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement							
Juridique, fiscal, social							
Autres							
Sous-total							
TOTAL	4 644	4 644	100,00	100,00			

